

Cohérence accrue entre investissement et mission

Le patrimoine de la Fondation de Bill et Melinda Gates est évalué à 35 milliards de dollars. En 2007, elle a fait des dons annuels à hauteur de 1,5 milliard de dollars, principalement dans le domaine de la santé publique. La Fondation soutient, entre autres, Ebocha au Nigeria, un programme en faveur des enfants d'immunisation contre la polio et la rougeole. Sur place pourtant, certains habitants se plaignent de problèmes respiratoires rencontrés par ces mêmes enfants dus à des émissions nocives d'entreprises internationales établies dans le delta du Niger. *The Times* a relevé en 2007 qu'une partie du patrimoine de la Fondation Gates était investie dans les entreprises responsables de cette pollution.

Cette illustration met en évidence un débat, aujourd'hui vif en milieu anglo-saxon, sur l'alignement possible des investissements financiers avec la mission des Fondations d'utilité publique. Certaines de ces Fondations anglo-saxonnes – toujours plus nombreuses – ont pris le parti d'augmenter leur impact en rétablissant une cohérence entre missions et investissements.

Une fondation d'utilité publique mène ses activités avec deux objectifs distincts: d'une part remplir sa mission en faisant des dons et d'autre part générer, à travers la gestion de son patrimoine, les moyens financiers pour réaliser celle-ci. L'allocation d'actif est donc traditionnellement tournée vers une maximisation du rendement pour avoir une plus grande partie des revenus à redistribuer sous forme de dons. Au-delà de la source de revenu immédiate, les fonds engagés peuvent constituer un catalyseur en faisant des choix d'investissement ciblés qui combinent rendement financier et impact social/environnemental. Cette approche est aussi appelée «investissements liés à

PHILANTHROPIE

Toujours plus de fondations anglo-saxonnes gèrent leur patrimoine en accord avec leur mission. Une manière de maximiser leur impact.



ETIENNE EICHENBERGER / Wise
ANGELA DE WOLFF / ConSer Invest

la mission» ou plus communément MRI «mission-related investment».

Atteindre un double objectif

Quelles que soient les classes d'actifs considérées, les solutions d'investissement qui remplissent ce double objectif de rentabilité et d'impact non financier se multiplient sur le marché et répondent aujourd'hui davantage aux exigences des investisseurs. Leurs profils rendement/risque sont désormais en ligne avec la moyenne de leur marché de référence.

• Dans la catégorie emprunt/obligataire, il existe diverses possibilités: des prêts directs à des institutions/entreprises sociales ou des investissements dans des fonds de microfinance. Ces derniers ont d'ailleurs

affiché une solidité et une performance enviables dans des circonstances de marché très perturbées.

• Dans la catégorie actions, les options sont multiples. On peut investir dans des fonds durables qui intègrent de manière rigoureuse les aspects sociaux/environnementaux. Ou dans des entreprises sociales, soit directement, soit à travers des fonds de «private equity».

• Enfin d'autres classes d'actifs développent des solutions compatibles avec les principes du développement durable (comme, par exemple, dans l'immobilier ou les hedge funds).

Surmonter des barrières

Aux Etats-Unis, les 72 000 fondations privées détiennent un patrimoine collectif évalué à 600 milliards de dollars, dont environ 30 milliards (5% de leur capital selon la loi américaine) sont distribués annuellement. Un rapport sur le sujet des MRI aux Etats-Unis, publié l'an dernier par FSG - Social Impact Advisor montre que ces fondations sont toujours plus nombreuses à avoir augmenté la proportion des investissements liés à leur mission. Historiquement, cette progression n'était que de 2,9% alors qu'elle a passé à 16,2% ces cinq dernières années. A titre d'illustration, la Fondation HB Henron basée à New York, dont la mission est d'améliorer le niveau de vie des communautés précarisées, a investi 24% de son capital (73,9 millions de dollars) dans ce type d'investissement dont 14,1 millions sont des crédits à taux très avantageux pour des associations.

Les 18 640 fondations d'utilité publique basées en Suisse ont un patrimoine cumulé estimé à 40 milliards de francs et distribuent, selon des estimations, environ 1 milliard par an. Si ces fondations venaient à investir 5% de ces avoirs dans des

MRI, près de 2 milliards seraient alors disponibles pour des fonds durables ou des prêts aux associations. En dépit de l'absence de données et de l'intérêt encore peu marqué pour le sujet, il est probable que cette approche connaisse dans notre pays un développement intéressant pour autant que certaines barrières soient surmontées.

Pour la grande majorité des fondations en Suisse, il n'y a pas encore de lien entre la politique de gestion de leurs avoirs et leur mission. Un rapport publié ces dernières semaines par la New Economic Foundation, un «think tank» basé à Londres, énumère trois barrières qui freinent le développement de MRI en Europe à l'image de ce qui se passe aux Etats-Unis.

En premier lieu, la perception demeure que les MRI offrent un moins bon rendement et pénalisent la réalisation de la mission de la fondation. Les nombreux produits présents sur le marché affichant des bonnes performances (rendement stable LIBOR +2% pour les fonds de microfinance et une surperformance de 2 à 3% par rapport à MSCI World pour les meilleurs fonds durables) les contredisent. Les comités d'investissement des fondations ne devraient pas avoir une approche du tout ou rien. Cela serait un net progrès que d'opter pour une stratégie d'investissement qui intègre progressivement des solutions responsables dans les diverses classes d'actifs, en prenant le soin d'en évaluer la qualité financière, le profil rendement/risque ainsi que la cohérence par rapport à la mission sous-jacente.

Rôle de pionnier

Deuxièmement, l'organisation interne des fondations est trop souvent compartimentée par fonction. La politique d'investissement est déléguée aux membres du conseil de fondations et à leurs conseillers financiers, alors que les responsables des programmes opérationnels ne sont guère impliqués. De plus, les gérants devraient être mieux informés des alternatives existantes performantes. Le lancement cet automne presque simultanément de l'association «Sustainable Finance Geneva» et d'un Centre pour les Fondations et la



Bill et Melinda Gates. Leur fondation soutient divers programmes de santé publique. Dont la lutte contre le sida. Mais elle est aussi critiquée. Un cas qui met au jour le vif débat autour des investissements liés à leur mission.

Philanthropie à l'Université de Bâle, soutenus par des grandes fondations suisses, mettra plus d'informations à leur portée.

Et troisièmement, l'offre de ces classes d'actifs demeure aux yeux de certains trop limitée pour que les fondations puissent trouver une diversité qui corresponde à leur mission. Rappelons que les fondations peuvent ici jouer un rôle de pionnier. L'émergence, il y a quelques années, des fonds de fonds dans le domaine du microcrédit a été possible notamment grâce à des fondations et à d'importants donateurs privés. La micro-finance affiche un beau succès grâce, entre autres, à des leaders mondiaux comme Blueorchard ou Symbiotics basés à Genève. Les fondations d'utilité publique sont certes

soumises à des règles strictes sous la surveillance des offices cantonaux ou fédéraux.

La professionnalisation du don que l'on peut observer aujourd'hui devrait s'accompagner de la réflexion sur l'ensemble des activités d'une fondation incluant notamment ses investissements. Bénéficiaire d'un avantage fiscal vis-à-vis d'institutions tiers, la fondation d'utilité publique se doit de démontrer sa valeur ajoutée dans la société. Elle peut renforcer l'impact de ses activités si elle décide d'aligner une partie de ses investissements financiers sur sa mission. Berceau de la banque privée et bénéficiant d'une grande aura internationale, la Suisse offre une opportunité unique à ses fondations de relever le pari du MRI. ■